



## CHAPITRE 64

Loi modifiant la charte de la cité des  
Trois-Rivières

[Sanctionnée le 6 juillet 1962]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la cité des Trois-Rivières a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 5 George V, chapitre 90 et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et que certains pouvoirs lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1915, c.  
90, a. 55,  
mod.

**1.** L'article 55 de la charte de la cité (5 George V, chapitre 90), modifié par l'article 2 de la loi 6 George V, chapitre 45, par l'article 5 de la loi 8 George V, chapitre 85, par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 53, et par l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 68, est de nouveau modifié:

a) en y ajoutant, après le paragraphe 6c, le paragraphe suivant:

Édifices  
de sta-  
tionne-  
ment.

"6d. Pour décréter la construction d'un ou plusieurs édifices pour fins de stationnement des véhicules-automobiles du public, édifices pouvant aussi servir en partie à d'autres fins municipales; pour louer ou vendre à l'enchère publique à des personnes qui s'engagent à les utiliser aux mêmes fins les immeubles que la cité possède pour fins de stationnement des véhicules et autres fins municipales, aux

## CHAPTER 64

An Act to amend the charter of the city  
of Trois-Rivières

[Assented to 6th July 1962]

**W**HEREAS the city of Trois-Rivières has, by its petition, represented that it is in the interest of the ratepayers and of the good administration of its affairs that its charter, the act 5 George V, chapter 90, and the acts amending it, be again amended and that certain powers be granted it; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 55 of the city charter (5 George V, chapter 90), amended by section 2 of the act 6 George V, chapter 45, by section 5 of the act 8 George V, chapter 85, by section 1 of the act 12 George VI, chapter 53, and by section 4 of the act 15-16 George VI, chapter 68, is again amended:

a. by adding thereto, after paragraph 6c, the following paragraph:

"6d. To order the construction of one or more buildings for parking the motor vehicles of the public, which buildings may also be used in part for other municipal purposes; to rent or sell, by public auction, to any person who undertakes to use them for the same purposes, the immovables which the city owns for parking vehicles and other municipal purposes, upon the conditions determined

Buildings  
for par-  
king.

conditions déterminées par le conseil et approuvées par la Commission municipale de Québec.”;

b) en y ajoutant, après le paragraphe 7, le paragraphe suivant:

Ile St-  
Quentin.

“8. Pour établir un tarif pour l'utilisation des facilités de campement sur l'île St-Quentin, et pour l'accès à l'île.”

Octroi  
pour dé-  
molition  
de taudis.

2. Le conseil est autorisé à accorder à tout propriétaire démolissant un taudis et le remplaçant par une maison d'habitation salubre, un octroi ne devant pas dépasser \$400.00, payable, \$200.00 après la démolition, et \$200.00 après la reconstruction d'une habitation rencontrant les exigences des règlements de construction, d'hygiène et de zonage de la cité; le tout suivant les conditions à être déterminées par règlement adopté à cet effet.

Ratifica-  
tion.

Les octrois accordés par le conseil à ces fins jusqu'à présent sont ratifiés.

Octroi  
spécial.

3. Le conseil est autorisé à accorder un octroi de \$400.00 à Messieurs Léonard Bourgeois et Maurice Bélanger, copropriétaires de l'immeuble portant les numéros civiques 807 et 809 de la rue Bureau en la cité des Trois-Rivières, ayant le caractère d'un taudis qui a été entièrement rénové par eux.

Pension  
légalisée.

4. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 18 septembre 1961, ratifiée par le conseil, en assemblée régulière, le 25 septembre 1961, accordant une pension viagère de retraite à Monsieur Edmond Lepage, à compter du 18 septembre 1961, est légalisée. Le montant de la pension est fixée à \$916.96 par année, payable par versements bimensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

5. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 21 août 1961, ratifiée par le conseil, en assemblée régulière, le 28 août 1961, accordant une pension viagère de retraite à Monsieur Euchariste Levasseur, à compter du 21 août 1961, est légalisée. Le montant de la pension est fixé à \$1,217.79 par année, payable par versements bimensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

by the council and approved by the Quebec Municipal Commission.”;

b. by adding thereto, after paragraph 7, the following paragraph:

“8. To establish a tariff for the use of St. Quentin Island camping facilities on St. Quentin Island and for access to the island.”

2. The council is authorized to make Grant for slum clearance. to every owner who demolishes a slum-dwelling and replaces it by a sanitary dwelling, a grant not exceeding \$400.00, payable \$200.00 after demolition and \$200.00 after the reconstruction of a dwelling meeting the requirements of the city building, health and zoning by-laws; the whole on the conditions to be fixed by by-law passed for this purpose.

The grants heretofore made by the Ratifica- council for such purposes are ratified. tion.

3. The council is authorized to make Specific grant. a grant of \$400.00 to Messrs. Léonard Bourgeois and Maurice Bélanger, joint owners of the immovable bearing civic numbers 807 and 809 of Bureau street in the city of Trois-Rivières, which was of the nature of a slum-dwelling and has been completely renovated by them.

4. The decision of the council sitting Grant of pension declared legal. as a permanent committee on the 18th of September 1961, ratified by the council at a regular sitting on the 25th of September 1961, granting a retirement pension to Mr. Edmond Lepage from the 18th of September 1961, is declared legal. The amount of the pension is fixed at \$916.96 per annum, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

5. The decision of the council sitting Idem. as a permanent committee on the 21st of August 1961, ratified by the council at a regular sitting on the 28th of August 1961, granting a retirement pension to Mr. Euchariste Levasseur from the 21st of August 1961, is declared legal. The amount of the pension is fixed at \$1,217.79 per annum, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Pension  
légalisée.

**6.** La décision du conseil siégeant en commission permanente le 30 octobre 1961, ratifiée par le conseil, en assemblée régulière, le 6 novembre 1961, accordant une pension viagère de retraite à Monsieur Napoléon Balleux, à compter du 30 octobre 1961, est légalisée. Le montant de la pension est fixé à \$813.20 par année, payable par versements bimensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

**6.** The decision of the council sitting as a permanent committee on the 30th of October 1961, ratified by the council at a regular sitting on the 6th of November 1961, granting a retirement pension to Mr. Napoléon Balleux from the 30th of October 1961, is declared legal. The amount of the pension is fixed at \$813.20 per annum, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Grant of  
pension  
declared  
legal.

Idem.

**7.** La décision du conseil siégeant en commission permanente, le 19 mars 1962, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 26 mars 1962, accordant une pension viagère de retraite à monsieur Philippe Lambert, est légalisée. Le montant de la pension est fixé à \$1,597.25 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

**7.** The decision of the council sitting as a permanent committee on the 19th of March 1962, ratified by the council at a regular sitting on the 26th of March 1962, granting a retirement pension to Mr. Philippe Lambert, is declared legal. The amount of the pension is fixed at \$1,597.25 per annum, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Idem.

Percep-  
tion de  
taxes  
scolaires.

**8.** Le conseil peut, par résolution, autoriser le trésorier de la cité à confectionner un rôle de perception séparé pour les taxes scolaires, et le trésorier n'est pas tenu d'en faire la perception en même temps que les taxes municipales.

**8.** The council, by resolution, may authorize the city treasurer to draw up a separate collection roll for school taxes, and the treasurer shall not be bound to collect the said taxes at the same time as the municipal taxes.

Collection  
of school  
taxes.

Idem.

Les dispositions de la loi concernant l'envoi des comptes et la publication des avis doivent, cependant, être suivies pour les taxes scolaires, comme s'il s'agissait de taxes municipales.

The provisions of law respecting the forwarding of accounts and the publication of notices must, however, be observed for school taxes as in the case of municipal taxes.

Idem.

1915, c.  
90, a. 47,  
mod.

**9.** L'article 47 de la charte de la cité des Trois-Rivières, tel qu'édicte par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 105, article 15, est modifié, en y ajoutant, après le paragraphe *b*, le paragraphe suivant:

"c) Nonobstant les dispositions des paragraphes *a* et *b* du présent article, le conseil peut, par règlement, déterminer à quelles conditions il accordera aux propriétaires une diminution proportionnelle de la taxe d'eau pour toute période pendant laquelle une unité de logement aura été inoccupée pendant au moins six mois, sur preuve suffisante de cette inoccupation dont le fardeau incombe aux propriétaires d'immeubles assujettis à la taxe d'eau."

**9.** Section 47 of the charter of the city of Trois-Rivières, as enacted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 105, section 15, is amended by adding thereto, after paragraph *b*, the following paragraph:

"c. Notwithstanding the provisions of paragraphs *a* and *b* of this section, the council may determine, by by-law, the conditions upon which it will grant to owners a proportionate reduction of the water-rate for any period during which a dwelling unit shall have remained vacant for at least six months, upon sufficient proof of such vacancy the burden of which shall be upon the owners of immovables subject to the water-rate."

1915, c.  
90, s. 47,  
am.

Entrée en  
vigueur.

**10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**10.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.